

d'étudier le coût et les prix des produits pharmaceutiques qui avait demandé la comparation de témoins. Ceux-ci n'ont jamais été convoqués et se sont bornés à envoyer une lettre au comité. A vrai dire, ils auraient dû comparaître devant nous. Les témoins ont reçu une invitation à cet effet, mais elle était rédigée de telle sorte qu'ils ne pouvaient absolument pas se présenter. L'invitation leur signifiait de ne pas venir tout en les invitant.

Selon le député d'York-Est, les députés ministériels n'avaient pas le droit d'apporter des amendements en comité, ils avaient reçu ordre de ne pas changer quoi que ce soit. Témoin le comité chargé d'étudier les prix des médicaments, où tous les amendements furent rejetés. Objet de toutes sortes de critiques en comité, le projet de loi revint néanmoins intact à la Chambre. Les libéraux sont restés cois cette fois-là. Les députés n'ont qu'à lire le hansard pour s'en rendre compte. Aucun libéral n'a soulevé d'objection, bien que le rôle du député à la Chambre soit d'exprimer ses vues et ses revendications.

● (4.00 p.m.)

Lorsque les représentants de l'autre chambre ont vu le bill, ils ont dit qu'ils exigeaient le témoignage de spécialistes parce que les députés n'avaient pas bien documenté l'affaire. Ils ont fait comparaître des témoins.

Voici un fait très révélateur à propos du bill omnibus: le ministre de la Justice (M. Turner) n'a pas accepté la présentation d'amendements à la Chambre. Il a dit que le bill avait été examiné en comité et que nous devions protéger ledit système. D'après lui, un bill qui avait été examiné en comité ne pouvait pas être modifié à la Chambre. Comment le gouvernement actuel peut-il fonctionner? Les députés ministériels reçoivent du premier ministre l'ordre de ne pas apporter de modifications au comité. Je ne dis pas que cela se passe dans tous les comités parce que certains membres n'obéissent peut-être pas à tous les ordres, mais ce fut le cas à ce comité-là. Le ministre de la Justice a dit alors qu'il ne s'attendait à la présentation d'aucun amendement au bill des langues officielles, et il a refusé de les examiner.

Comment peut-on évaluer la compétence du gouvernement actuel parce qu'il suscite des doutes à son sujet. Le ministre de la Justice a dit au député de Crowfoot (M. Horner) que c'était un excellent amendement. Le ministre a consacré son heure de dîner à l'étudier, mais il a dit que l'amendement renfermait certaines considérations que nous ne devrions peut-être pas examiner parce qu'elles pourraient aller justement à l'encontre de l'objet du projet de loi. Dix minutes ou un quart d'heure après que le ministre de la Justice

[M. Rynard.]

eût dit que c'était un amendement remarquable, le secrétaire d'État (M. Pelletier) l'a qualifié d'horrible, qu'il était tellement sot que le député de Crowfoot n'avait probablement pas lu le bill et qu'il ne savait pas de quoi il parlait.

Comment un tel cabinet peut-il fonctionner? Comment peut-il s'attendre à avoir notre confiance? Nous avons été très accommodants envers le gouvernement. Nous avons permis l'adoption des mesures législatives. Nous lui avons témoigné de l'amabilité, il nous rend la guillotine.

M. Crouse: Nous avons siégé pendant des heures supplémentaires.

M. Rynard: Comme le député l'a dit, nous avons même prolongé les heures de séance. Le gouvernement a refusé de diviser le bill omnibus sur le Code criminel. Au lieu, il a imposé un cas de conscience aux députés, les forçant à parler jusqu'à ce qu'ils se fassent comprendre. Il aurait pu diviser le bill, mais il a refusé de le faire. Que fera-t-il d'une mesure de clôture, lui qui n'a même pas voulu diviser le bill omnibus pour permettre à certains députés, dont certaines parties du bill troublaient la conscience, de voter sur chaque partie individuellement? Le gouvernement nous demande la clôture. C'est la dernière chose au monde que nous lui accordons.

Des voix: Bravo!

M. Rynard: Ce n'est pas tout, monsieur l'Orateur. Je passe maintenant à autre chose. Je tiens à signaler une déclaration du ministre de la Consommation et des Corporations (M. Basford). Chaque matin, le premier ministre convoque quatre compères à son bureau pour décider de ce que le gouvernement va faire ce jour-là. Je ne mentionnerai pas leurs noms. Ils forment l'usine d'idées. Non seulement dirigent-ils le cabinet, mais ils décident de la marche à suivre. Pourquoi ces types-là restent au sein du cabinet, c'est un mystère pour moi. Comment parviennent-ils à faire quoi que ce soit avec leurs vues divergentes? Le ministre de la Consommation et des Corporations a dit: Le prix du bœuf est trop élevé, boycottez-le. Le ministre de l'Agriculture (M. Olson) a dit que l'augmentation du prix était la chose la plus heureuse qui puisse arriver, que les cultivateurs y avaient droit.

J'ai maintes fois cité le chef du Nouveau parti démocratique (M. Douglas) parce qu'à mon avis, ses discours sont excellents. Il a dit que si ce n'était pas triste, ce serait comique, ou quelque chose dans ce sens. Il a bien raison. Jouent-ils la comédie, jouent-ils un jeu?